

Hongrie. Troisième nuit de manifestations anti-Viktor Orbán à Budapest

<https://www.ouest-france.fr/europe/hongrie/hongrie-troisieme-nuit-de-manifestations-anti-viktor-orban-budapest-6131996>



Des affrontements ont eu lieu vendredi soir entre la police et des manifestants contre la réforme du travail | BERNADETT SZABO / REUTERS

L'opposition manifeste depuis plusieurs soirs dans la capitale du pays. C'est la réforme du droit du travail qui suscite cette mobilisation. Les employeurs pourront demander à leurs salariés d'effectuer jusqu'à 400 heures supplémentaires par an. La loi est qualifiée de « droit à l'esclavage » par ses opposants.

Le centre-ville de [Budapest](#) a été le théâtre vendredi d'une troisième nuit consécutive de manifestations anti-[Orbán](#), d'une virulence inédite, après l'adoption mercredi d'un assouplissement très controversé du droit du travail hongrois.

Rassemblées devant le parlement, de 2 000 à 3 000 personnes, âgées de 20 à 30 ans pour la plupart, ont une nouvelle fois défié les forces de l'ordre, jetant des bouteilles vers la police, qui a répliqué avec des gaz lacrymogènes, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Toute l'opposition réunie

Organisée de façon informelle sur les réseaux sociaux, comme les précédents jours, cette manifestation a également mobilisé des représentants de l'opposition de gauche et d'extrême droite.

Fait sans précédent, ces deux camps avaient uni leurs voix mercredi pour tenter de rejeter la nouvelle législation.

Celle-ci prévoit d'autoriser les employeurs à demander à leurs salariés d'effectuer jusqu'à 400 heures supplémentaires par an - soit l'équivalent de deux mois de travail -, payables à échéance de trois ans.

Présentée par le Premier ministre national conservateur Viktor Orban comme un moyen de permettre aux salariés d'augmenter leurs revenus tout en répondant au besoin de main-d'œuvre dans l'industrie automobile, cette loi est qualifiée de « **droit à l'esclavage** » par l'opposition.

L'adoption de ce texte, couplée à celle d'une loi créant des cours de justice administrative chargées de traiter de dossiers sensibles comme les appels d'offres publics ou les contentieux électoraux, suscite depuis mercredi des échauffourées inédites depuis le retour au pouvoir de Viktor Orban en 2010.

En colère contre Orban

Au-delà des demandes d'abrogation de ces lois, les manifestants ont tourné leur colère contre le Premier ministre lui-même, scandant notamment « **Orban tire-toi** », a-t-on constaté.

Selon les chiffres officiels, 51 personnes ont été interpellées et 14 policiers ont subi des blessures légères au cours des deux premières soirées.

À l'image du tabloïd *Ripost*, la presse progouvernementale a traité les manifestants de « **vandales à la solde de Soros** », du nom du milliardaire libéral américain d'origine hongroise [George Soros](#), devenu la bête noire de Viktor Orban, qui l'accuse de vouloir favoriser l'immigration.

Une manifestation prévue dimanche à Budapest a reçu le soutien de tous les partis d'opposition et des syndicats et pourrait réunir des dizaines de milliers de personnes, selon ses organisateurs.

Hongrie : des milliers de Hongrois protestent contre le gouvernement Orban

https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/16/des-milliers-de-hongrois-protestent-contre-le-gouvernement-orban_5398460_3210.html

Ils étaient plusieurs milliers de personnes dans les rues de Budapest pour dénoncer la politique de Viktor Orban.



Quelques gilets jaunes au premier plan...

Des milliers de Hongrois ont manifesté, dimanche 16 décembre, à Budapest contre une nouvelle loi sur le travail et contre le gouvernement du premier ministre nationaliste, Viktor Orbán, qu'ils considèrent de plus en plus autoritaire. La manifestation, baptisée « *Joyeux Noël, monsieur le premier ministre* » par les organisateurs, était la quatrième mobilisation en une semaine contre le gouvernement Orbán. Elle était organisée par l'opposition de gauche, des groupes d'étudiants et des citoyens.

Fait sans précédent depuis le retour au pouvoir de M. Orbán en 2010, tous les partis d'opposition, des Verts à l'extrême droite en passant par les socialistes et les libéraux, ont défilé sous la même banderole.

Les manifestants, environ 15 000 selon des estimations de presse, ont agité des drapeaux hongrois et des drapeaux de l'Union européenne. Ils ont défilé par un froid glacial de la grande place des Héros vers le Parlement, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « *Ne volez pas* » ou encore « *Des tribunaux indépendants* ».

Des rassemblements ont également été organisés en province, notamment à Szeged dont le maire socialiste a demandé aux entreprises du pays de boycotter la loi travail.

Une « loi esclavagiste »

« *Le mécontentement grandit* », a déclaré Andi, 26 ans, une étudiante en sociologie à Budapest. « *Ils ont fait voter deux lois cette semaine qui (...) ne serviront pas les intérêts du peuple hongrois.* »

La nouvelle loi sur le travail permet aux employeurs d'exiger jusqu'à 400 heures supplémentaires par an. Les détracteurs de ce texte l'ont qualifié de « *loi esclavagiste* ». Le gouvernement a également fait voter une loi qui met en place de nouveaux tribunaux administratifs compétents pour des questions sensibles telles que la loi électorale, les manifestations et la corruption.

Outre la loi travail, les manifestants ont également demandé l'abrogation d'une autre loi adoptée mercredi créant des juridictions spécifiques pour les dossiers sensibles comme les appels d'offres publics ou les contentieux électoraux, alimentant les craintes d'atteinte à l'indépendance de la justice.

Les protestataires ont également requis l'indépendance et l'objectivité des médias publics, ainsi que l'adhésion de la Hongrie au Parquet européen, refusée par Budapest.

Des échauffourées entre militants et policiers



PETER KOHALMI / AFP

Après la fin de la manifestation vers 19 heures, quelques milliers de personnes, dirigées par des députés de l'opposition du parlement – Akos Hadhazy et Bernadett Szel, anciens membres du parti vert LMP et connus en Hongrie pour leur travail anticorruption –, ont marché devant les quartiers généraux de la télévision publique, pour faire lire leur pétition.

Après le refus de la télévision, quelques manifestants déçus ont jeté des objets et des bombes fumigènes vers les policiers, qui ont, comme lors des derniers jours, répondu par du gaz lacrymogène.

« Ceci n'est pas la télévision privée du Fidesz [parti au pouvoir], mais la télévision publique, financée par nos forints [devise nationale], ils devraient laisser entrer les députés élus démocratiquement ! », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) une jeune étudiante en tourisme, Lili.

Depuis son arrivée au pouvoir, Viktor Orban a modifié le système électoral pour favoriser son parti, le Fidesz, et a mis ses fidèles à la tête des institutions publiques, tandis que ses alliés s'enrichissaient. Il a été réélu en avril en faisant campagne contre l'immigration face à une opposition faible et divisée.

Début décembre, son gouvernement a contraint une université privée, la Central European University, [à quitter la Hongrie](#), dans le cadre de sa longue lutte contre le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros. Le Fidesz a déclaré samedi, à la veille de la manifestation, qu'il était « de plus en plus évident que des criminels font partie des émeutes de rue organisées par le réseau Soros ».

Les Hongrois dans la rue : Orban souverainiste mais pas social

<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-17-decembre-2018>

Pour la quatrième journée consécutive, 15 000 hongrois ont protesté dans les rues de Budapest hier, contre une loi "esclavagiste" du gouvernement de Viktor Orban et pour l'état de droit. La presse du pouvoir les qualifie de « traîtres ».



Manifestant anti-Orban dimanche 16 décembre à Budapest, lors d'une grande manifestation à l'appel des partis d'opposition, syndicats, associations d'étudiants. © AFP / PETER KOHALMI / AFP

Il y a encore huit jours, la presse hongroise contrôlée par les partisans du premier ministre Viktor Orbán, ironisait cruellement sur les protestations des gilets jaunes contre Emmanuel Macron en France. La Hongrie connaît à son tour des protestations sociales et politiques depuis mercredi dernier -hier encore 15 000 personnes dans les rues de Budapest-, et ces mêmes journaux accusent désormais les manifestants d'être à la solde de Georges Soros, le financier juif devenu la cible favorite du régime.

Ainsi va la vie au pays de l'"[illibéralisme](#)" défendu par Viktor Orbán : les manifestants sont vertueux en France, mais des traîtres sous ses fenêtres.

Il faut dire que le premier ministre hongrois n'imaginait pas déclencher une telle tempête politico-sociale en faisant passer, quelques jours avant la trêve de Noël, deux projets de loi controversés, mais qui s'ajoutent à une longue liste déjà en vigueur. Ils ont été votés dans un climat survolté, les élus ont failli en venir aux mains.

Le premier texte, surnommé « loi esclavagiste » par l'opposition, augmente à 400 par an le nombre d'heures supplémentaires que les employeurs peuvent demander, ou plutôt exiger, à leurs salariés ; et ils ont jusqu'à trois ans pour les payer... Orbán est souverainiste, mais pas très social.

La seconde loi crée une nouvelle juridiction, placée sous l'autorité du Ministère de la justice, et chargée des dossiers sensibles de corruption, du droit d'asile, ou des marchés publics. Une sérieuse érosion de plus pour l'état de droit en Hongrie.

Les manifestations ont vite dépassé le cadre de ces deux lois et deviennent une mise en cause frontale du premier ministre Viktor Orbán : les slogans, hier, portaient sur la démocratie, l'état de droit, la liberté académique quelques jours après la fermeture de l'université financée par Georges Soros. De nombreux manifestants arboraient le drapeau européen et certains avaient même enfilé des gilets jaunes, devenus un symbole de ras-le-bol universel.

Viktor Orbán semblait jusqu'ici inoxydable. Il a été réélu au printemps dernier avec une majorité accrue, surfant sur un euroscepticisme renforcé par son refus d'accueillir des migrants en Hongrie.

Derrière cette apparente solidité, se cachent toutefois des fragilités. Notamment une fracture territoriale, là-aussi, entre les grandes villes, plus libérales et pro-européennes, et le reste de la Hongrie rassuré par la présence à la tête du pays d'un « homme fort », prêt à en découdre avec Bruxelles et avec le « mondialiste » Macron.

Mais la principale leçon est plus large, c'est celle d'un continent qui se cherche, entre Brexit et gilets jaunes, entre poussées autoritaires et demandes de plus de démocratie. La Hongrie dans laquelle Orbán ne voulait voir qu'une seule tête n'échappe pas à cette quête de modèle.

Ça pourrait faire un beau débat pour les élections européennes de mai prochain, si seulement on parvenait à dépasser le manichéisme, les faux clivages et la désinformation.